

La mission Sixte. : La tentative de médiation des frères Sixte et Xavier de Bourbon-Parme

[27 février 2021](#) [Vexilla Galliae 1](#) [Commentaire Bourbons](#), [Centre d'Études Historiques](#), [Seconde Guerre mondiale](#), [Zita de Bourbon-Parme](#)



La mission Sixte : La tentative de paix de l'Empereur Charles I^{er}

Par Tamara Griesser-Pecar

Partie 2 : La tentative de médiation des frères Sixte et Xavier de Bourbon-Parme

L'Autriche-Hongrie, à la différence de l'Allemagne, n'avait qu'un seul but de guerre : la préservation de la monarchie austro-hongroise. Mais même celui-ci semblait menacé au plus haut point en cette année 1916 où Charles assumait la plus haute fonction. Il convenait donc d'atteindre une paix de compromis avant que la situation des puissances centrales ne devienne sans issue. À cette occasion, l'Empereur Charles se servit de ses beaux-frères Sixte et Xavier, princes de Bourbon-Parme, pour nouer les contacts correspondants avec les responsables politiques français et britanniques.

On prétendit plus tard que Charles avait été sous l'emprise de sa femme Zita, née princesse de

Bourbon-Parme (1892-1989) et qu'il aurait écouté de manière bien trop amène les suggestions de la famille de Parme. Zita l'aurait contrainte à cette initiative en faveur de la paix. Mais cela est faux. Le couple impérial était uni quant aux buts et à la manière de les poursuivre. Avant tout dans la question de la recherche de la paix et de l'attitude envers leur allié, il y eut dès le début une harmonie exempte du moindre trouble entre les époux. Charles essaya de gagner son allié allemand à faire un tel pas en faveur de la paix. Sûrement, l'influence de Zita et le fait qu'elle appartenait à la famille de Bourbon-Parme jouèrent de manière décisive sur l'Empereur, mais pas dans le sens où le monarque n'aurait été incité à essayer cette initiative en faveur de la paix sous la pression de son épouse. Beaucoup plus, l'arrière-plan familial et programmatique qui venait du côté de Zita donnèrent-ils une forme concrète aux intentions pacifiques de l'Empereur.

Déjà peu après que la guerre eut éclaté en 1914, Charles qui n'était alors que l'héritier du trône intervint auprès de François-Joseph, afin que les frères de Zita, Sixte et Xavier, pussent quitter l'Autriche-Hongrie. Ils projetaient en effet de s'engager dans l'armée française. Les deux princes n'étaient pas seulement Français et de grands patriotes, mais aussi des membres de la famille des Bourbon qui s'engageaient pour le retour de leur dynastie sur le trône de France. C'est surtout Sixte qui s'exposa particulièrement en la matière. Le prince Sixte avait essayé de fonder la légitimité de la royauté des Bourbon et la prétention à la nationalité française de tous les Bourbons vivants à l'étranger dans sa thèse de doctorat intitulée « *Le Traité d'Utrecht et les lois fondamentale du Royaume* » qu'il défendit le 26 mai 1914 à la faculté de droit de la Sorbonne. Après la loi de 1889, les Bourbons — la même chose valait aussi pour les Bonaparte — n'avaient pas le droit de servir dans l'armée française. C'est pourquoi les princes furent éconduits de la caserne de Paris (Bois). Pas même la Croix-Rouge ne les accepta puisqu'elle avait été placée sous commandement militaire.

Mais parce que la reine des Belges était une cousine des princes, les deux hommes furent finalement admis dans l'armée belge. Mais Sixte eut alors un accident avec un véhicule militaire dans les environs de Calais, alors qu'il se trouvait en route pour rejoindre le roi Albert des Belges. Cela dura des mois avant qu'il pût être incorporé dans l'armée belge. Il put se reposer à Pianore près de Viareggio où il avait passé les mois d'été de son enfance. C'est là que ses pensées tournaient autour de l'avenir si inquiétant de l'Autriche où — exactement à Schwarzau en Basse-Autriche — il avait toujours passé l'hiver avec ses parents et frères et sœurs. Il était persuadé que l'Autriche-Hongrie devait desserrer l'étreinte allemande. Depuis Pianore, Sixte envoya une note au Pape qui lui parvint le 30 janvier et dans laquelle il exprimait sa conviction que la destruction de l'Autriche ne pourrait être évitée que par une paix séparée. Il pria le Pape de servir d'intermédiaire. Le Pape Benoît XV reçut le Prince le 25 mars 1915. Comme Sixte savait que le temps pressait, il noua rapidement contact, avec l'aide d'amis français influents, avec les cercles gouvernementaux français, auxquels il dépeignit la situation dans la Monarchie danubienne. Il y soulignait aussi sa proximité avec son beau-frère et sa sœur Zita. Mais en tant que Français, il représenterait toujours en première ligne les intérêts de la France. Effectivement, les membres de la famille de Bourbon-Parme conservèrent durant toute la durée de la guerre un contact épistolaire par-dessus les lignes du front, via le Luxembourg et la Suisse.

Déjà lorsque l'Empereur Charles monta sur le trône en 1916, des cercles français qui connaissaient les relations amicales entre l'Empereur Charles et les frères de l'Impératrice Zita, prirent attache avec le Prince sans toutefois l'encourager à une action immédiate. À peu près à la même époque, Vienne s'activa aussi. Zita écrivit à son frère Sixte une lettre dans laquelle elle le pria d'établir des contacts avec les Français. Plus tard, l'Impératrice souligna avec la plus grande clarté que c'était le monarque lui-même qui l'avait prié explicitement de rédiger cette lettre. La mère de Zita, Maria-Antonia, duchesse de Parme, assumait le rôle de médiatrice puisqu'elle pouvait voyager sans encombre en Suisse et dans d'autres pays. Elle rencontra des le plus grand secret ses fils Sixte et Xavier le 29 janvier 1917 à Neufchâtel en Suisse, après qu'elle écrivit le 4 et le 15 décembre à Sixte et au couple royal belge, d'instantes lettres desquelles on pouvait déduire qu'il ne s'agissait pas seulement de l'aspiration compréhensible d'une mère à revoir ses fils mais que quelques buts politiques se cachaient derrière. Elle remit à ses fils la lettre de Zita et leur communiqua que

L'Empereur souhaitait leur parler dans les plus brefs délais pour discuter avec eux toutes les différentes possibilités de paix. Mais cela n'était possible que si Sixte et Xavier allaient à Vienne. Les deux frères s'y résolurent après que Charles leur eut envoyé en Suisse un délégué qui leur esquissa les conceptions du couple impérial. Mais ils contactèrent avant le gouvernement français.

L'envoyé de l'Empereur, le comte Tamas Erdödy, un ami de l'Empereur depuis ses jeunes années, rencontra deux fois en février 1917 les princes de Bourbon-Parme en Suisse. Il était muni de lettres secrètes de l'Empereur, du ministre des Affaires étrangères Czernin et de l'Impératrice. Après discussions à Paris avec les principales instances dirigeantes, avant tout avec le président Raymond Poincaré, les deux princes se décidèrent à ce voyage aventureux vers Vienne-Laxenbourg. Là, ils parlèrent au couple impérial et au comte Czernin. La lettre politiquement si essentielle avec laquelle ils revinrent finalement en France et dans laquelle l'Empereur autrichien mettait en perspective la restauration de la souveraineté belge, fut remise au président français le 31 mars. Celui-ci se mit aussitôt en relation avec le roi Georges V d'Angleterre. Dans sa lettre rédigée le 24 mars 1917 à Laxenbourg, Charles déclarait entre autres :

« J'appuierai, par tous les moyens et en usant de toute mon influence personnelle, auprès de mes alliés, les justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine ».

Il y eut de toutes parts des spéculations sur l'auteur de cette lettre, puisque le style se distinguait de celui de l'Empereur et que des doutes dominaient pour savoir si ses connaissances en français écrit lui permettaient de s'exprimer de manière suffisamment adroite. Et l'Impératrice n'avait pas de pratique suffisante dans la manière de s'exprimer propre aux politiques. Sixte affirma plus tard que la missive était déjà prête lorsqu'il arriva le soir à Laxenbourg. L'Impératrice rapporta de nouveau plus tard, alors qu'elle était déjà âgée — entre autres devant moi, l'auteur de cette contribution — que l'Empereur avait passé tout le 24 mars, à formuler et rédiger que la lettre avait été écrite « d'accord avec son ministre responsable ». Plus tard, Czernin contestera avoir jamais eu connaissance de cette lettre. Qu'en outre le Prince y eût sa part semble avéré, puisque la lettre ressemble à un brouillon du Prince en date du 18 mars 1917.

Dans les papiers trouvés à la mort d'Alois Musil, le prêtre et proche confident du couple impérial, on trouve une explicitation manuscrite tout à fait succincte suivant laquelle Musil avait écrit la lettre à Sixte. Mais il n'y a jusqu'à ce jour aucune autre preuve que Musil aurait effectivement été présent. Mais on ne peut pas exclure qu'il eût aidé l'Empereur, même seulement pour rédiger, car Charles ne pouvait pas s'adresser à un serviteur de la cour dans une mission aussi secrète et délicate. Il importe finalement peu qui a pu aider l'Empereur pour rédiger ou traduire en français. Ne fut écrit et signé que ce qui pouvait représenter l'Empereur lui-même et sa propre conscience.

Pendant que les Princes essayaient encore de préparer des pourparlers entre les Alliés et l'Autriche-Hongrois, la France avait connu un tournant fatidique. Le gouvernement d'Aristide Briand devait céder la place au cabinet d'Alexandre Ribot. Ce changement au sommet politique de la France eut des conséquences néfastes sur les efforts de paix du couple impérial. Encore en son grand âge Zita accusait cette circonstance d'être effectivement responsable de l'échec de toute la mission. Car Ribot n'accordait que peu de crédit aux activités secrètes autrichiennes. Cependant, Sixte partit le 11 avril 1917 pour l'Angleterre pour rencontrer le premier ministre Lloyd Georges. Celui-ci étonné s'écria :

« Mais cela signifie alors la paix ! ».

Cependant il en alla tout autrement. Même un second voyage du Prince à Vienne et une nouvelle lettre personnelle de l'Empereur du 9 mai 1917 n'apportèrent pas la paix. Le nouveau gouvernement français se mettait en travers tout comme l'Italie à laquelle les Alliés, par le traité secret de Londres du 26 avril 1915 (que Charles et Zita ignoraient) avaient promis le Tyrol jusqu'au Brenner, et en outre le port adriatique de Trieste, une bonne partie de l'Istrie et la moitié de la Dalmatie.

Le premier acte du drame de Sixte fut ainsi rempli d'essais désespérés pour mettre un terme lorsqu'il était encore possible à une guerre mondiale criminelle. Les efforts échouèrent. Dix millions de morts demeurèrent sur les champs de bataille, des trônes s'écroulèrent, de nouveaux systèmes et des mouvements se diffusèrent, de nouveaux débuts, de nouvelles agressions, de nouveaux ordres en Europe — et une paix dictée par les Alliés qui camouflait en germe de nouvelles crises profondes, finalement une seconde guerre mondiale encore plus terrible.

Le caractère particulièrement tragique de la mission Sixte est que précisément la volonté de paix a accéléré et scellé la chute de l'Empire multinational — et cela constitue le second acte de la tragédie. Dans les deux actes du drame, le couple impérial autrichien joua le rôle principal. Dans le premier acte le Prince Sixte joua le premier second rôle tandis que dans le second acte, ce fut le comte Czernin qui avait été impliqué de manière déterminante dans les tentatives de paix de 1917.

Partie 3 : L'Affaire Sixte

À partir de ces efforts de paix, la mission Sixte, se développa suite à des circonstances fâcheuses ce qui fut nommé « l'Affaire Sixte » qui, jusqu'à nos jours, est l'objet de spéculations les plus sauvages et de fausses accusations. En réalité, on devrait appeler ce cas « l'affaire Czernin », car c'est le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, Ottokar, comte de Czernin, qui déclencha, le 2 avril 1918, par un fatal discours devant le conseil municipal de Vienne, un vif affrontement avec le président du conseil des ministres français, Georges Clemenceau. Cela devint un scandale qui prit encore de l'ampleur lorsque l'Empereur dut se réfugier dans un mensonge forcé, même si on peut le comprendre. Les conséquences intérieures et extérieures de cette affaire furent dévastatrices : elles détruisirent la confiance dans la capacité de négocier et la discrétion des Autrichiens, aussi bien chez l'Entente qu'auprès de leur Allié. Et c'est ainsi que cette affaire accéléra le processus de décomposition de la Monarchie. L'espoir que de futures règlementations de paix puissent tout de même encore s'orienter suivant les désirs de l'Autriche et pas seulement d'après les conceptions des organisations d'opposants émigrés, fut irrémédiablement détruit. Les puissances occidentales accordèrent alors leur reconnaissance aux comités d'émigrés. C'est dans cette mesure que l'affaire Sixte constitua un tournant dans l'histoire des efforts de paix sa fatale pour la Monarchie. Elle marqua assurément aussi la fin de l'espoir des Alliés de mettre à genoux les puissances centrales en concluant une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie.

Dans ce discours prononcé devant le conseil municipal de Vienne, Czernin attaqua durement Clemenceau. Le président du conseil français, selon Czernin « m'aurait, quelque temps avant le début de l'offensive de l'Ouest demandé, si j'étais prêt à des négociations et sur quelle base. J'ai tout de suite répondu, en accord avec Berlin, que j'y serais prêt et que je ne voyais avec la France pas d'autre obstacle à la paix que son désir de récupérer l'Alsace-Lorraine. On répliqua de Paris qu'on ne pouvait pas négocier sur cette base. Il n'y avait donc plus le choix. » C'étaient des phrases qui devaient piquer au vif Clemenceau, d'autant plus qu'était brisé là par un diplomate versé dans les usages un principe d'airain de la diplomatie.

Clemenceau fit dans la presse française allusion à une lettre de l'Empereur Charles dans laquelle il donnait à considérer qu'il appuyait les « justes prétentions de la France sur l'Alsace-Lorraine », ce qui, dans la volonté de Clemenceau, devait faire apparaître comme absurdes les déclarations de Czernin.

Comment en effet l'obstination de la France à réclamer l'Alsace-Lorraine pouvait-elle être déplacée et constituer le problème numéro 1 bloquant la paix si l'Empereur d'Autriche lui-même considérait « justes » les prétentions de la France et priait de conclure rapidement la paix ? Que devait-on donc penser de la politique autrichienne ?

Charles démentit ensuite l'existence de cette lettre. On s'était en effet été dès le départ mis d'accord

sur le fait que – et cela est souvent l’usage dans les négociations secrètes- l’on devait nier les contacts entre l’Autriche et la France et même les lettres essentielles, si l’opinion publique devait en avoir vent. L’Empereur devait pouvoir avoir confiance que la partie adverse s’y tiendrait, comme lui-même devait également s’y tenir. La diplomatie vit de ces contacts secrets – même entre des ennemis – qui peuvent (pas toujours, mais souvent) préparer des accords de grande portée entre les États. Le monarque autrichien ne pouvait pas remettre cela en jeu à la légère. C’est pourquoi on ne peut pas considérer comme déshonorant qu’il eût nié la lettre.

Mais Clemenceau publia alors la « lettre de Sixte » avec le passage si essentiel dans lequel il était question des « justes » exigences de la France sur l’Alsace-Lorraine. L’Empereur d’Autriche était donc ridiculisé. C’est ainsi que la mission Sixte finit si misérablement, bien qu’elle eût été, de tous les efforts de paix dans la première guerre mondiale, la tentative la plus prometteuse pour faire aboutir une paix avec la France et l’Angleterre.

Maintenant, le reproche si souvent fait par la suite au couple impérial d’avoir trahi son allié allemand est-il justifié ? Charles et Zita avaient-ils contrevenu à leur devoir d’alliance par leur propre recherche de la paix ? On ne peut répondre que par la négative. Car Charles n’aspirait pas à une paix séparée mais au contraire à une paix générale impliquant l’Allemagne. En cela l’Empereur Charles n’y voyait aucune différence avec son épouse. Mais il se distinguait quand même, eu égard aux motifs et aux buts, de son beau-frère (et patriote français) Sixte, pour lequel ce qui importait, c’était la victoire de la France et une défaite de l’Allemagne qui épargnerait l’Autriche. Le slogan de Sixte de Bourbon-Parme n’était pas « contre l’Autriche » mais « avec l’Autriche contre l’Allemagne ». Et cela ne pouvait aller que si l’Autriche-Hongrie était prête à une paix séparée tramée au départ secrètement et que les puissances de l’Entente abondaient en ce sens. Au contraire, l’Empereur Charles n’était prêt à une paix séparée qu’en cas de nécessité absolue, comme *ultima ratio* [ultime recours], si aucune autre paix n’était plus possible et que l’existence de la Monarchie et de ses peuples dépendaient.

Une paix séparée aurait-elle été une trahison à cette époque et dans les circonstances du moment ? On peut peut-être répondre à cette interrogation par un passage d’un discours de Bismarck du 6 février 1888. Il avait alors constaté :

« Aucune grande puissance ne peut, sur la durée, rester attachée à l’énoncé d’un traité qui soit en contradiction avec les intérêts de son propre peuple. Elle se trouve finalement forcée à le déclarer tout à fait ouvertement : les temps ont changé, je ne le peux plus – et elle doit, autant que possible, le justifier devant son peuple et l’autre partie contractante. Mais jamais aucune grande puissance ne pourra souscrire à la lettre d’un traité signé dans des circonstances totalement différentes si cela doit mener à sa perte son propre peuple. »

Le fait est que le couple impérial autrichien entreprit d’abord tout ce qui était humainement possible pour obtenir, de concert avec son Allié, une paix de compromis. L’Empereur Charles essaya de gagner son allié allemand à cette cause. Les Allemands savaient aussi que Charles avait pris contact avec la partie adverse. Lorsque l’Empereur Guillaume était à Vienne en février 1917, Charles lui avait confié qu’il avait saisi l’occasion de prendre contact avec l’Entente pour trouver une solution possible à la guerre. Il ne nomma certes pas les noms des Princes, mais il est évident d’après les documents que ceux-ci, en tant que médiateurs, n’étaient pas demeurés cachés aux Allemands . Et Charles se rendit en avril 1917 à Bad Hombourg pour gagner de nouveau la partie allemande à faire un pas en faveur de la paix .

La mission Sixte est aussi pourtant « le préambule dramatique du combat par la suite si douloureux que mena l’Autriche pour son indépendance » , comme le formula le secrétaire privé de l’Empereur, Charles von Werkmann. Car en Allemagne, il y avait de fortes aspirations à faire de la Monarchie danubienne quelque chose comme un état intégré à la fédération d’après le modèle de la Bavière.

Sans doute après que Charles eut été ridiculisé par Czernin et Clémenceau et avec l’attitude

évidemment hostile à la famille impériale dans leur propre pays, tombaient pour les puissances de l'Entente les dernières raisons qui auraient permises, lors du remodelage de l'Europe, de faire subsister une Monarchie danubienne, quand bien même structurée différemment et composée de plusieurs membres nationaux. Le morcellement définitif du pays était maintenant scellé.

Pr. Tamara Griesser-Pecar

Docteur en histoire

Docent de l'Université de Nova Gorica (Slovénie)

